



## Un plan social « inacceptable » pour l'usine Ford de Blanquefort

**Le groupe Ford a annoncé ce jeudi son intention de lancer un plan social à Blanquefort, préalable à la fermeture de l'usine. Une annonce « inacceptable » pour les collectivités locales.**

Par [Simon Barthélémy](#) publié le 07/06/2018 à 13h47

Les jours de Ford à Blanquefort sont comptés. Lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, la direction du constructeur automobile a annoncé son intention de lancer un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi). Les négociations pourraient s'ouvrir dès le 26 juin avec les représentants des 900 salariés du site girondin.

La décision, synonyme de [fermeture accélérée de l'usine](#), a provoqué la colère de ses ouvriers, qui ont débrayé ce jeudi à 10h.



**[Philippe Poutou](#)**

✓ [@PhilippePoutou](#)

Annonce du jour, Ford lance un processus de fermeture de l'usine de Blanquefort dès fin juin (PSE). Ford manœuvre par étape depuis longtemps. L'Etat, le gouvernement, complices ou indifférents ont une grande part de responsabilité. Pas simple pour nous mais faut réagir. Colère !

[10:26 - 7 juin 2018](#)

Bruno Le Maire, ministre de l'économie, a dans un communiqué dit « regretter vivement cette décision » :

« Le groupe Ford s'est en effet engagé à payer l'intégralité des salaires et à ne procéder à aucun licenciement à Blanquefort jusqu'à l'automne 2019. En outre des discussions pour [céder le site à un industriel](#) sont actuellement en cours. A ce stade, une reprise de la totalité des salariés apparaît possible, et l'ouverture d'un PSE ne semble donc pas justifiée. »

Dans un communiqué commun, la région Nouvelle-Aquitaine, le département de la Gironde, Bordeaux Métropole et la mairie de Blanquefort ont dénoncé une « annonce inacceptable » :

« Elle détruirait de la valeur sur notre territoire, qui a pourtant constamment contribué à supporter Ford depuis sa création. »

**« Arguments purement financiers »**

Les collectivités n'ont en effet pas négocié sur les subventions pour maintenir l'usine à flot, jusqu'à [couper le robinet](#) lorsque Ford a manifesté son intention de se désengager.

« Grâce à ce soutien, l'usine dispose d'un outil de production et de compétences répondant aux dernières exigences de l'industrie automobile, soulignent-elles. Ces atouts, reconnus par Ford, risquent de disparaître alors que Ford dispose d'un candidat qui permettrait d'assurer immédiatement la continuité du site. »

Pour les élus locaux, la décision du groupe américain « est motivée par des arguments purement financiers sans aucune prise en compte des partenaires de l'usine, parmi lesquels les collectivités et surtout les salariés ».

Ils indiquent que « la situation professionnelle de plus de 800 salariés, à la moyenne d'âge de 51 ans et d'une ancienneté professionnelle moyenne à Ford de 27 ans, sera irrémédiablement impactée par cette décision ».